



Ville de Bollène

---

**ARRETE N° ARI\_2024\_177**

---

**Secretariat Général**  
**Réf. : AZ/CR/JLF/MR**  
**Nomenclature : 6.1.3**

Reçu en Préfecture le :

Affiché le : *mis en ligne le 20 mars 2024*

Notifié le :

Exécutoire le :

**ARRETE** **TEMPORAIRE** :

**PORTANT REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT ET DE LA CIRCULATION SUR L' IMPASSE DE LA PINEDE POUR L'ENTREPRISE T.P.R. (MANDATEE PAR LE POLE ENVIRONNEMENT - SERVICE VOIRIE RESEAUX DIVERS DE LA COMMUNE DE BOLLENE) EN VUE DE TRAVAUX D'EXTENSION DU RESEAU D'EAU POTABLE POUR LA DEFENSE INCENDIE DU 11 MARS AU 26 AVRIL 2024**

**Le Maire de la commune de BOLLENE (Vaucluse),**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** le Code de la route,

**Vu** le Code de la voirie routière,

**Vu** l'instruction interministérielle relative à la signalisation routière approuvée par arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et modifiée,

**Vu** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et autoroutes modifié par l'arrêté du 13 juin 2022,

**Vu** le décret n° 2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution,

**Vu** la délibération du conseil municipal du 19 février 2014 relative à l'adoption du règlement de voirie,



---

## ARRETE N° ARI\_2024\_177

---

Vu la demande reçue le 26 février 2024 par laquelle l'entreprise T.P.R. (demeurant 226, route de Travaillan – 84290 SAINTE-CECILE-LES-VIGNES) sollicite la réglementation de voirie nécessaire à la réalisation des travaux mentionnés ci-dessus,

Vu la situation des lieux,

**Considérant** que des travaux d'extension du réseau d'eau potable pour la défense incendie sur l'impasse de la Pinède nécessitent que l'entreprise T.P.R. (mandatée par le Pôle Environnement – service Voirie Réseaux Divers de la commune de Bollène) prenne les mesures indispensables dans le but de garantir la sécurité de tous pendant les travaux.

### ARRÊTE

#### **REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT ET DE LA CIRCULATION :**

**ARTICLE 1** – Le stationnement et la circulation seront temporairement réglementés sur la voie communale : impasse de la Pinède dans les conditions définies ci-après.

**Cette réglementation sera applicable du 11 mars 26 avril 2024 (47 jours).**

**ARTICLE 2** – La zone où s'effectueront les travaux sera barrée à la circulation qui, avec le stationnement, seront réglementés de la façon suivante :

– Stationnement interdit des véhicules légers et poids lourds sur la zone du chantier.

**Travaux d'extension du réseau d'eau potable pour la défense incendie  
sur l'impasse de la Pinède.**

**Travaux programmés sur la période du 11 mars au 26 avril 2024 (47 jours)**

#### **Prescriptions de signalisation :**

Empiètement sur la chaussée nécessitant de barrer à la circulation l'impasse de la Pinède.

La circulation de l'impasse de la Pinède sera interdite de 8h00 à 17h00. Elle sera rétablie en dehors de ces horaires, les week-ends et jours fériés.

#### **Déviations :**

Aucune déviation n'est possible.



---

## ARRETE N° ARI\_2024\_177

---

### **Prescriptions complémentaires :**

L'entreprise utilisera des plaques de roulages pour permettre l'accès aux propriétés riveraines en dehors des travaux.

### **Observations :**

#### **Obligations de lisibilité, propreté et sécurité du chantier.**

Le responsable des travaux devra prendre toutes les mesures de protection et de signalisation nécessaires pour assurer la sécurité des usagers (piétons et automobilistes) de jour comme de nuit, week-end et jours fériés.

L'arrêté municipal sera apposé dès le début du chantier.

L'entreprise assurera en permanence la propreté de la chaussée dans la zone du chantier et ses abords.

### **Signalisation :**

L'implantation de la signalisation sera réalisée sur la base des indications de l'entreprise (Cerfa n° 14024\*01) et du manuel de chantier.

Les matériels de signalisation temporaire seront tous de classe T2 conformément à la réglementation en vigueur.

Les panneaux seront solidement fixés sur un support stable qui pourra être lesté.

L'entreprise balisera de jour comme de nuit les fouilles, les dénivellations, les matériels et dépôts de matériaux.

La signalisation devra être permanente et adaptée aux différentes phases du chantier. Elle sera déposée par l'entreprise dès qu'elle n'en aura plus l'utilité. Au cas où certains panneaux de signalisation permanents devraient être masqués pour éviter toute confusion avec la signalisation temporaire, les matériaux utilisés pour le masquage seraient mis en place de manière à ne pas détériorer les panneaux existants.

**ARTICLE 3** – Le balisage et la protection du chantier seront correctement réalisés et entièrement à la charge du pétitionnaire.

Un balisage de protection sera également mis en place, si nécessaire, afin d'assurer la sécurité des piétons et des automobilistes. Le chantier sera conduit le plus rapidement possible.

Afin de gêner le moins possible la circulation, le pétitionnaire réalisera les travaux en 2 fois avec découpage de la chaussée par largeur afin de conserver le passage des véhicules.

Si les travaux en tranchée sont prévus sur plusieurs jours, la tranchée sera protégée le soir, soit par des plaques en fonte, soit par un remblaiement provisoire.



Ville de Bollène

---

**ARRETE N° ARI\_2024\_177**

---

**ARTICLE 4** – Le pétitionnaire est chargé du règlement de la circulation au droit de son chantier, conformément à la réglementation en vigueur. Il demeurera responsable des accidents qui pourraient résulter de l'encombrement ou de l'état de la chaussée.

**ARTICLE 5** – Pour tous travaux risquant de perturber même momentanément la circulation sur la chaussée (réduction de largeur notamment), le pétitionnaire devra préalablement et obligatoirement prévenir les Services de Secours. La responsabilité du pétitionnaire sera engagée en cas d'incident provoqué par le non-respect de cet article.

**ARTICLE 6** – Le présent arrêté doit être affiché sur le lieu d'application.

**ARTICLE 7** – L'autorisation est en outre accordée à titre précaire et pourra être modifiée ou révoquée en tout ou partie, soit en cas d'inexécution des dispositions susmentionnées, soit dans les cas où l'administration le jugerait utile pour les besoins de la voirie ou dans un but quelconque d'intérêt public. Le pétitionnaire devrait alors, sur notification d'un arrêté de mise en demeure, se conformer aux mesures qui lui seraient prescrites, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité.

**ARTICLE 8** – Cet arrêté devra être présenté à toute réquisition des services de police.

**ARTICLE 9** – Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

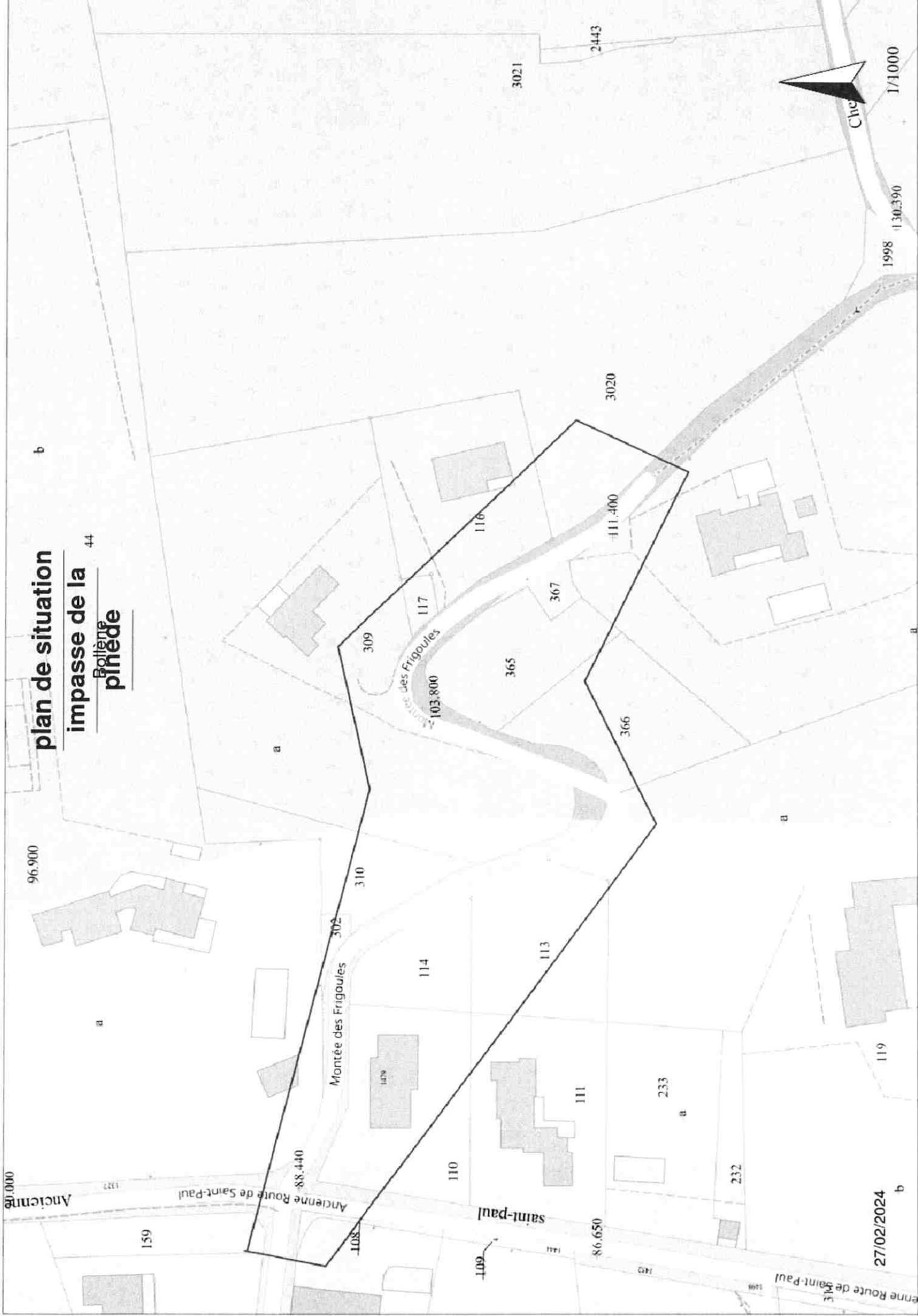
**ARTICLE 10** – La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nîmes – 16, avenue Feuchères – CS 88010 – 30941 NÎMES cedex 09 – dans un délai de deux mois. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 11** – Madame la Directrice Générale des Services, le Directeur des Services Techniques, le Chef de Service de la Police Municipale et le Commandant de la Brigade de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bollène, le 20 MARS 2024

**Anthony ZILIO**  
  
**Maire de Bollène**





**plan de situation**  
**impasse de la**  
**Boitière**  
**pihède**

44

27/02/2024

